

N° 4805⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant institution d'un Conseil Supérieur de l'Education Nationale

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS**

(23.4.2002)

La Commission se compose de: Mme Agny DURDU, Président-Rapporteur; MM. Xavier BETTEL, Jean COLOMBERA, Robert GARCIA, Claude MEISCH, Mme Ferny NICKLAUS-FABER, M. Jos SCHEUER, Mme Nelly STEIN, MM. Fred SUNNEN, Claude WISELER et Marc ZANUSSI, Membres.

*

TRAVAUX DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Le présent projet de loi a été déposé le 6 juin 2001, le Conseil d'Etat a émis son avis en date du 29 janvier 2001.

La Commission a examiné le projet de loi sous rubrique lors de sa réunion du 28 février 2002.

*

ANTECEDENTS

Il existe d'ores et déjà un Conseil Supérieur de l'Education Nationale. En font partie des représentants de tous les secteurs se préoccupant de l'éducation nationale. Le conseil a pour mission de conseiller le ministre dans les questions touchant au domaine de l'éducation.

Cet organisme a été institué par règlement ministériel du 2 avril 1963. S'il est vrai qu'il a émis bon nombre d'avis, études et recommandations, d'aucuns estiment que le Conseil ne dispose pas d'une base légale et que la limitation statutaire de ses attributions n'est guère favorable à l'influence que cet organe aurait pu ou voulu avoir dans les discussions autour du monde éducatif.

Le gouvernement issu des élections de 1999 a décidé de donner une base légale solide au Conseil supérieur de l'Education nationale.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Articles 1 et 2

L'organe créé est un organe consultatif pour le Ministère de l'Education Nationale. Il est chargé de l'élaboration de concepts d'instruction, d'éducation, et de formation initiale et continue. Il travaillera soit sur demande du ministre ou débutera ses travaux sur sa propre initiative. Ses missions sont définies dans les articles 1 et 2 du projet de loi sous rubrique.

Dans son avis, le Conseil d'Etat constate que les chambres professionnelles n'ont pas rendu d'avis et recommande au Gouvernement de les solliciter. Lors de l'examen du projet de loi en présence de Mme

le Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, les représentants gouvernementaux ont expliqué que le projet de loi a bien été soumis pour avis aux chambres professionnelles mais qu'aucune chambre n'a réagi. L'avis de la Chambre des Employés privés, rendu le 19 mars 2002 est parvenu à la Chambre des Députés le 18 avril 2002.

Le Conseil d'Etat a retenu dans son avis qu'il n'était pas opposé à l'idée d'accorder une base légale à cet organisme tout en faisant remarquer qu'il n'était pas persuadé de la nécessité de procéder par la voie législative.

Le Conseil d'Etat s'est en outre demandé dans son avis si l'enseignement supérieur était visé par le présent projet. Afin d'apaiser les craintes de la Haute Corporation, le Gouvernement a déclaré être d'accord à ce que le représentant du Ministère de l'Enseignement supérieur soit remplacé par un représentant du Conseil national de l'enseignement supérieur. Cette modification se fera dans le cadre de la rédaction du règlement grand-ducal qui sera pris dans le cadre de l'exécution de cette loi.

De même, le Gouvernement fait remarquer que l'article 2 du projet de loi stipule que l'organe à créer s'occupera de toutes les questions ayant trait à l'éducation nationale et que partant l'enseignement est visé dans son ensemble.

Article 3

L'article 3 du projet de loi donne des précisions sur les membres du Conseil national. Les auteurs du projet de loi y expriment la volonté de réunir les partenaires de la vie scolaire qui sont:

- 1) les représentants des parents, étudiants et élèves,
- 2) les représentants du personnel enseignant,
- 3) les représentants des autorités en rapport avec l'école,
- 4) les représentants du monde économique, social et associatif.

Le Gouvernement entend ainsi offrir une place déterminée aux partenaires de l'école dans le cadre des débats et discussions à mener. Le rapporteur tient à souligner que, lors du débat sur une école d'intégration au Luxembourg (doc. parl. 4615) et lors des auditions publiques des 8 et 9 avril 2002 sur l'étude PISA, la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la Chambre des Députés a réuni précisément les représentants des quatre groupes prémentionnés. La Commission ne saurait partant que féliciter le gouvernement pour le choix de ces partenaires.

Lors des discussions menées au sein de la Commission de l'Education nationale, il a été décidé de compléter la référence au monde économique, social et associatif en y ajoutant le terme „culturel“. La Commission a en effet estimé qu'un représentant du monde culturel devrait également siéger au conseil. Cet amendement a été soumis au Conseil d'Etat. Dans son avis complémentaire du 16 avril 2002, la Haute Corporation a marqué son accord avec cette modification.

Article 4

L'article 4 crée la base légale pour le règlement grand-ducal portant organisation du Conseil Supérieur de l'Education nationale.

Le Conseil d'Etat n'a formulé aucune critique à l'encontre du principe du règlement grand-ducal. La Commission a analysé le projet de règlement grand-ducal joint au projet de la loi sous rubrique.

Au vu des suggestions formulées par le Conseil d'Etat, la Commission, sans vouloir intervenir directement dans la rédaction du règlement grand-ducal, a souhaité apporter les suggestions suivantes.

Comme la Commission a complété l'expression „associatif“ par l'ajout „et culturel“ dans le projet de loi, il est important de reprendre la même terminologie dans le texte du règlement grand-ducal.

Se référant au groupe des autorités en relation avec le monde de l'école, le Conseil d'Etat propose au Gouvernement d'inclure les communes au Conseil national. La Commission parlementaire se rallie à cette position, et suite aux discussions menées, propose qu'un membre du Syvicol soit nommé en lieu et place du représentant du ministère prévu dans le groupe des autorités en rapport avec l'école.

L'article 3 du projet de règlement précise que le Conseil national entre en relation avec les autres autorités étatiques par l'intermédiaire du Ministre. Il prévoit de même que le Ministre peut assister à ses séances. Le Conseil d'Etat estime que cet article est superfétatoire alors que c'est ainsi qu'un organe consultatif du ministre doit fonctionner. La Commission se rallie à la position du Conseil d'Etat et suggère la suppression de cet article.

Au niveau de l'article 4 du projet de loi, le Conseil d'Etat critique que ce texte ne contienne pas les dispositions nécessaires concernant les indemnités à verser aux membres du Conseil national. L'article 10 du projet de règlement grand-ducal prévoit certes des indemnités et jetons de présence pour les membres, experts et secrétaire du Conseil, mais comme il s'agit de charges régulières celles-ci doivent être prévues par la loi.

La Commission a fait sienne l'argumentation du Conseil d'Etat et a adopté un amendement en ce sens lors de sa réunion du 28 février 2002. Le Conseil d'Etat a avisé favorablement l'amendement, tout en souhaitant retrouver une réponse à ses préoccupations concernant les indemnités dans le futur règlement grand-ducal à prendre en exécution de la loi.

Sur base des développements ci-dessus, la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi sous rubrique dans la teneur suivante:

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

„Art. 1.– Il est institué un Conseil Supérieur de l'Education Nationale qui est placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale.

Art. 2.– Le Conseil Supérieur de l'Education Nationale est un organe consultatif, habilité à se prononcer soit à la demande du ministre, soit de sa propre initiative, sur toutes les questions ayant trait à l'éducation nationale et plus particulièrement sur celles qui touchent les grandes orientations du système éducatif.

Art. 3.– Le Conseil Supérieur de l'Education Nationale est composé de membres qui représentent les partenaires de la vie scolaire.

En font partie les représentants des quatre groupes de partenaires suivants:

1. des parents, des étudiants et des élèves,
2. du personnel enseignant,
3. des autorités en rapport avec l'école,
4. du monde économique, social, associatif et culturel.

Art. 4.– L'organisation et le fonctionnement du Conseil Supérieur de l'Education Nationale sont fixés par règlement grand-ducal.

Le même règlement grand-ducal fixe les montants des indemnités et jetons de présence revenant aux membres du Conseil, aux membres du secrétariat administratif et aux experts.“

Luxembourg, le 23 avril 2002

Le Président-Rapporteur,
Agy DURDU

